“Le Procès de Nuremberg : 70 ans après”

Historia, n° 838 / octobre 2016

Amandine Grillo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/5885>

DOI : 10.4000/temoigner.5885

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 2 avril 2017

Pagination : 196-198

ISBN : 978-2-930953-00-7

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Amandine Grillo, « *“Le Procès de Nuremberg : 70 ans après”* », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 124 | 2017, mis en ligne le 30 novembre 2021, consulté le 01 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/5885> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.5885>

Ce document a été généré automatiquement le 1 décembre 2021.

Tous droits réservés

“Le Procès de Nuremberg : 70 ans après”

Historia, n° 838 / octobre 2016

Amandine Grillo

RÉFÉRENCE

“Le Procès de Nuremberg : 70 ans après”. *Historia*, n° 838 / octobre 2016

- 1 C’est un véritable trésor de dates et d’informations que nous propose le numéro d’octobre 2016 du magazine *Historia*. Intitulé *70 ans après, Nuremberg. Tout sur le procès des chefs nazis*, le dossier du magazine développe une chronologie du procès, de la création du tribunal au verdict final.
- 2 Au fil des écrits de Guillaume Malaurie (agréé d’histoire et directeur éditorial adjoint de Sophia publications), Emmanuel De Waresquiel (historien spécialiste du XX^e siècle), Christian Delage (universitaire et auteur d’ouvrages sur le procès de Nuremberg), Fabien Théofilakis (docteur en histoire contemporaine), Lionel Richard (professeur émérite à l’université de Picardie Jules-Verne) et Serge Klarsfeld (président de l’association des Fils et Filles des déportés juifs de France), le lecteur en apprend toujours plus sur l’avant, le pendant et l’après procès.
- 3 Les auteurs portent une attention toute particulière à la préparation et à l’élaboration du procès de Nuremberg. Même si l’idée de juger les pays de l’Axe a très vite été admise par les Alliés, la création d’un tribunal international jugeant les criminels de guerre a été ralentie notamment par de nombreux différends entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et l’URSS. Entre le jour où l’idée fut émise et le verdict final prononcé, cinq années se sont passées. Mais comment ces cinq années ont-elles pu suffire ? En effet, à lire Serge Klarsfeld, l’on se rend compte de l’énorme masse de travail abattu notamment par les chercheurs anglais et américains afin de regrouper tous les documents nécessaires pour confondre les accusés, mais surtout pour offrir à l’Histoire un regard précis sur les événements passés.

- 4 Sans parler de l'aménagement de la salle du tribunal dans laquelle tout est précisément réfléchi : le positionnement physique des accusés par rapport à l'accusation, l'éclairage choisi, les technologies d'enregistrement des débats, la logistique de traduction du polonais ou du yiddish vers l'anglais (notamment), le projecteur qui servira à faire visionner les films sur la découverte des camps de concentration et d'extermination, etc.
- 5 Mais c'est encore sur le déroulement du procès lui-même que les auteurs sont les plus passionnants. Aucun sujet n'est laissé au hasard : la couverture journalistique et audiovisuelle du procès, la liste des accusés et leur rôle dans la politique répressive et meurtrière du Troisième Reich, les réactions des accusés à la vue des films sur la libération des camps ou encore la stratégie choisie par le procureur en chef et son évolution au cours du procès.
- 6 Pour éviter une lecture partielle de cet événement historique, Christian Delage nous détaille la liste des accusés, mais nous rappelle également une information essentielle : les organismes de l'État nazi se trouvaient également sur le banc des accusés. La *Schutzstaffel* (SA), le *Führerkorps*, le *Sicherheitsdienst* (SD), la *Sturmabteilung* (SA), le parti nazi ou encore la Gestapo sont jugés au même titre que les dirigeants du parti. Et il n'a jamais été question de séparer le rôle de ces organes de celui des criminels de guerre qui les ont fait fonctionner.
- 7 De cette manière, Robert H. Jackson, procureur en chef pour les États-Unis, a pu supprimer toute légitimité à l'argument fétiche des accusés : « mais je n'ai fait qu'obéir aux ordres que l'on m'avait donnés. » Tous se disent non coupables en se cachant derrière quelques principes de loyauté militaire ou politique envers la hiérarchie. Mais aucun crédit n'est donné à l'argument. L'obéissance n'atténue pas la gravité d'un acte. Il va de la responsabilité d'un individu de juger si les actes de l'organisme pour lequel il travaille sont criminels ou non. C'est une réelle nouveauté apportée par ce procès sans précédent. Il ancre les actes des dirigeants nazis dans une réalité administrative meurtrière. Dans ce cas, comment ne pas penser au travail d'Hannah Arendt sur la banalité du mal ? Que penser de ce travail écrit presque vingt ans après le procès de Nuremberg ? La question n'est pas abordée dans ce numéro d'*Historia*, mais le lecteur est poussé à s'en questionner.
- 8 Le magazine d'histoire met aussi en avant l'inédite violence des actes dont sont accusés Göring, Speer, von Ribbentrop, Kaltenbrunner et leurs complices. Entre crimes contre la paix, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et complot, les tactiques d'agression et les politiques d'extermination sont abordées en long et en large au cours du procès de Nuremberg. Cependant, le tribunal ne parle pas encore de génocide. L'Organisation des Nations Unies n'est pas encore passée par là pour arrêter définitivement une définition concernant ce terme. Le tribunal a bien franchi un pas en prononçant le terme de crimes contre l'humanité. Mais fait-on une différence à l'époque avec le terme de génocide ou en tout cas avec l'extermination d'un peuple ? Et si oui, laquelle ? Peu d'éléments de réponse sont apportés par les auteurs. Quelques indices sont néanmoins proposés par Serge Klarsfeld. Celui-ci précise par exemple qu'aucune organisation juive n'a été invitée comme témoin au procès. Pareillement, Christian Delage explique qu'au départ, Robert H. Jackson ne souhaitait pas faire de l'extermination des Juifs d'Europe un élément central du procès bien qu'elle le devint au fur et à mesure que celui-ci avançait. Le lecteur restera donc un peu sur sa faim s'il veut comprendre quel fut le

rôle du procès de Nuremberg dans la reconnaissance de la Shoah. Il devra se tourner vers d'autres ouvrages de référence pour étayer ses réponses.

- 9 Toujours pour aborder le déroulement du procès de Nuremberg, les auteurs pointent la grande nouveauté de cette forme de justice. Il a souvent été de coutume de châtier les vaincus lors de procès ou d'exécutions sommaires. Les vainqueurs jouant ainsi le rôle de l'accusateur et les vaincus celui de l'accusé. Cependant, Serge Klarsfeld explique que certaines prémices ont notamment pu être observées lors de la Guerre de Sécession, mais jamais rien de comparable au procès de Nuremberg. C'est donc une nouvelle justice internationale qui s'impose au fil des journées du procès. Les créateurs du tribunal ont d'ailleurs longtemps insisté sur le fait de respecter le droit international et ses limites pour éviter que les accusés ne se présentent en tant que victimes d'un procès politique, comme Julius Streicher a tenté de le faire.
- 10 C'est le mardi 1er octobre 1946 que les peines sont prononcées. Douze nazis seront condamnés à mort. Les autres écoperont de peine allant de dix ans de prison à la réclusion à perpétuité. Fabien Théofilakis énumère toutes ces condamnations et en profite pour préciser la réaction des condamnés. Entre Hans Frank qui pense avoir mérité sa condamnation à mort, Julius Streicher qui se présente comme victime d'une manœuvre complotiste et Hermann Göring qui reste impassible dans un premier temps, on observe toutes les couleurs d'une palette de réactions. Certaines font encore débat aujourd'hui, telle celle d'Albert Speer, architecte et ministre de l'Armement à partir de 1942. Se présentant comme un architecte minutieux qui prenait son travail à cœur sans s'impliquer vraiment dans la politique nazie. Aujourd'hui, nous disposons de plusieurs preuves irréfutables qu'Albert Speer connaissait les volontés et les politiques d'extermination menées par Hitler et ses complices. Certaines photographies le montrent d'ailleurs en train de visiter un camp.
- 11 Cependant, il faut se souvenir du retour des condamnés dans leur cellule pour prendre pleinement conscience de leur véritable et sincère réaction face à la décision du tribunal. C'est le cas de Göring qui se montre souvent impassible dans la salle du procès, mais s'exprime ensuite en petit comité. Malheureusement, les contributeurs à ce magazine *Historia* n'en parlent pas ou peu. Le lecteur devra là encore se tourner vers d'autres ouvrages ou des documentaires consacrés au sujet.
- 12 Ce dossier d'*Historia* sur le procès de Nuremberg revient également sur les suites de l'événement. En effet, les auteurs nous apprennent que d'autres procès auront lieu pour juger d'autres membres du parti nazi ou des instances répressives du Troisième Reich.
- 13 Mais il est surtout proposé au lecteur de s'attarder sur les conséquences de ce procès pour l'avenir de l'humanité. Le message lancé par les organisateurs de ce Tribunal international est clair : désormais, aucun homme ne pourra plus jamais se cacher derrière une structure politique nationale pour perpétrer des crimes contre l'humanité. Est-ce à dire que cela ne se reproduira jamais ? Serge Klarsfeld doit avouer à regret que ce n'est pas le cas. Il en cite pour preuve le génocide des musulmans bosniaques sur fond des guerres de Croatie, de Bosnie-Herzégovine. Il pointe également le génocide des Tutsis. Bien que des instances aient vu le jour pour juger les criminels, plusieurs manquements sont relevés. Premièrement, comment condamner ces criminels à la hauteur de leurs crimes ? Jamais une condamnation à mort ou une réclusion perpétuelle ne contrebalancera l'horreur des atrocités commises. Deuxièmement, comment inciter chaque nation à s'impliquer dans la justice internationale ? Serge

Klarsfeld explique qu'en 2002 est entré en vigueur le traité qui décida de la création de la Cour pénale internationale. Traité non ratifié par la Russie, la Chine ni par les États-Unis. Au final, on peut imaginer que le procès de Nuremberg a créé l'idée de justice internationale, mais celle-ci n'a pas encore parcouru tout son chemin et reste très fragile.

- 14 En conclusion, ce numéro d'*Historia* aborde avec précision tous les tenants et aboutissants de ce procès de Nuremberg. Et ce, avec une attention particulière pour la préparation du procès, son déroulement ou encore ses conséquences. Le lecteur pourrait rester sur sa faim concernant toutes les études psychologiques réalisées sur les condamnés. En effet, durant la préparation du procès et son déroulement, un psychologue était chargé d'analyser les détenus et de comprendre les mécanismes qui les ont poussés à ces actes de destruction massive. Celui-ci a par exemple pu mettre en exergue l'absence pathologique d'empathie chez Hermann Göring. Mais peu d'informations sont données à lire à ce sujet dans ce dossier néanmoins passionnant sur l'inédit procès de Nuremberg.